



ARRÊTÉ MUNICIPAL

Direction des Services Techniques : AD/MMM/ABV - N°258/2024

Le Maire de la ville de SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME

Vu la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la Voirie Routière,

Considérant qu'il est nécessaire, pour des raisons de sécurité publique, de réglementer la circulation des véhicules sur le territoire de la Commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation sur le territoire de la Commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume sur :

- Rue Général de Gaulle croisement rue Denfert Rochereau

ARTICLE 3 : La circulation des véhicules sera interdite, jusqu'à nouvel ordre.

Pour les riverains de la rue Martin Bidouré, la circulation des véhicules se fera par la rue Gambetta, et en cas d'extrême urgence par la rue de la République.

ARTICLE 4 : Les dispositifs du présent arrêté entreront en vigueur le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 5 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle du 23 octobre 1963, sera mise en place par les Services Techniques de la Ville de Saint Maximin la Sainte Baume.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

ARTICLE 8 : Madame le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les Agents de la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la Commune et publié sur le site de la ville.

ARTICLE 9 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Saint-Maximin-la-Ste-Baume, le 8 mars 2024

Le Maire,

Alain DECANIS

